

VIVRE ET VIEILLIR

DANS LA DIGNITÉ ET LE RESPECT

PCF77



Etat des lieux ...

- L'espérance de vie à la naissance : **79,3 ans** pour les hommes, **85,4 ans** pour les femmes
- **1,26 million de bénéficiaires ont perçu l'APA* en 2016**
- Répartition de l'APA :
 - 748 000 à domicile et
 - 517 000 en établissement
- **600 417 places pour personnes âgées dépendantes (y compris en accueil temporaire) 7 428 EHPAD en 2016.**
- Dans les Maisons de retraite ou à domicile : **80% de femmes exercent** dans ce secteur avec une précarité massive une insuffisance des qualifications et des effectifs, ne permettant pas de répondre aux besoins de nos aîné/es dont 91% des femmes.
Épuisement des aidant/es familiaux à 90% des femmes, en activité ou retraitées : Selon les syndicats, 30% des aidants « retraité/es – enfants » décèdent avant « leurs parents-retraités. »

... pour prendre la mesure de la situation

- **2012** : 1,2 million de personnes âgées dépendantes > 2040 : 2 millions
- **2018** : 4 ans durée moyenne de perception de l'APA
 - > 2040 : 6 ans
- **2018** : état de dépendance 25 %
 - > 2040 : 36%

Des personnes âgées avec une perte d'autonomie importante, connaissent en fin de parcours de leur vie, aux seuls motifs économique et financier, un sacrifice délibéré, un scandaleux non-dit.

Accepter de faire des choix budgétaires, des priorités, conduit aux renoncements éthiques : jusqu'où ? Aujourd'hui les personnes âgées et demain, Qui ?

Comment accepter qu'un-e retraité-e, au motif de son âge ne puisse accéder aux soins de spécialités ?

Des conditions de travail difficiles pour les personnels exposent les personnes âgées à la maltraitance dénoncée par les syndicats : « **Des cadences de travail insupportables, diminution du personnel et augmentation de la charge de travail, comment bien prendre soin des autres quand nous sommes nous-mêmes maltraités ?** »

LES COMMUNISTES PROPOSENT :

Création :

D'emplois statutaires sur la base de 1 salarié/e par personne âgée, de paramédicaux, aides-soignant-es, médecins dans une filière gériatrique

D'un grand service public de santé de proximité : aide à domicile, de maisons de retraite médicalisées, d'Hospitalisations A Domicile (HAD), de Centres de santé, d'ouverture d'Unités de Soins de Longue Durée, d'unités pour recevoir les personnes atteintes de la maladie d'Alzheimer...

De pôles publics départementaux de l'autonomie structurés au plan national **pour garantir l'égalité territoriale**, dans une forme à définir (Agence, établissement public...)

Formation :

Plan de formations d'infirmier/es et d'aides soignant/es avec la suppression du numerus clausus pour les étudiants en médecine

Financement :

Financement solidaire à 100% par la sécurité sociale : prélèvement sur les richesses produites par le travail, développement de l'emploi, des salaires...

Pour les revenus financiers : Contribution supplémentaire ainsi que pour les entreprises, banques et assurances ; **Rétablissement de l'ISF** (3 milliards supprimés dans le budget 2018) et **suppression de la CSG**

PLAN HÔPITAL

LE PIRE EST À CRAINDRE

1,6 milliards d'euros en moins pour l'hôpital en 2018

PERSONNELS SOIGNANTS
DÉBORDÉS !

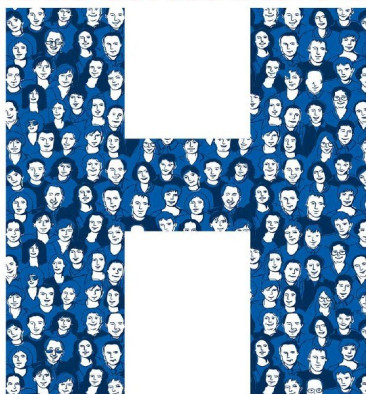
SALLE D'ATTENTE



APPEL D'URGENCE POUR LES HÔPITAUX

**Ensemble, patient-e-s,
Personnels, ambulanciers,
médecins, directeurs
d'établissement,
membres de comités
de défense, élu-e-s
appellent la population
à amplifier
la mobilisation
pour l'hôpital public !**

Tous concerné.e.s



L'HÔPITAL PUBLIC
Notre bien commun



Quand on connaît le goût de ce gouvernement pour l'austérité, la pensée de Mme Buzyn sur les 30% de soins hospitaliers qui ne seraient pas pertinents, les 4 milliards d'euros en moins en 2018 sur le budget de la santé, dont au moins 1,6 pour l'hôpital le pire est à craindre quand on nous parle d'un vaste plan de «*transformation de l'offre de soins*». Ce plan risque d'être aussi funeste que celui de la réforme de l'action publique, «*CAP 2022*» annoncée en septembre dernier.

Il y a urgence à changer de logiciel, à reprendre l'argent qui depuis des décennies passe de la Sécurité Sociale dans les poches du patronat. Nous disons stop à la financiarisation et à la marchandisation de la santé et de la protection sociale, stop aux dépassements d'honoraires et aux restes à charge pour les patients, stop aux regroupements hospitaliers, stop aux parkings payants.

Il y a urgence à écouter les professionnels de la santé, les syndicalistes, les comités de luttes, les patient-e-s, les élu-e-s pour construire une vraie solution. C'est le sens du tour de France des parlementaires communistes et de l'appel qu'ils et elles ont lancé.

Il est possible et urgent de restaurer des budgets de fonctionnement des hôpitaux publics, d'effacer la dette inique, de mettre en place un vaste plan d'embauche avec des contrats sur des postes stables et qualifiés, d'engager de véritables négociations avec les formations syndicales sur l'organisation et les conditions de travail. Tous ensemble, nous pouvons gagner une vraie politique hospitalière publique en France.

PCF77 J'adhère

<http://seine-et-marne.pcf.fr/adhesion.php> - pcf.fede77@free.fr - 01.64.79.75.10
PCF77 - 264 rue de la Justice - Vaux le Penil BP 10118 - 77004 Melun cedex